

Publié le 25 Octobre 2017

**Enfin**

## Chiffres du chômage : le début d'une vraie décrue



**Une multitude de bons indicateurs le montre : on devrait assister à une baisse du chômage dans les mois à venir.**



Avec [Pierre-François Gouiffès](#)  
[Voir la bio en entier](#)

**Après plusieurs mois de hausse alors que la conjoncture économique était positive, le mois de septembre a vu baisser le nombre de chômeurs en catégorie A de 64 800 personnes au cours du dernier mois, mais de 7 600 sur le dernier trimestre. Comment expliquer un tel phénomène en dents de scie ?**

**Pierre-François Gouiffès** : Depuis le début de l'année 2017, il y a eu cinq mois de baisse pour quatre mois de hausse concernant les chômeurs de catégorie A (aucune activité), mais seulement deux mois de baisse pour cinq mois de hausse concernant les demandeurs d'emploi ABC (y compris ceux qui ont une activité réduite).

Le côté positif est que la saignée liée à une hausse quasiment ininterrompue du chômage entre 2008 et 2016 semble terminée, même si le chômage demeure en très légère hausse depuis le début de l'année (0,1 % pour les A et 2.5 % pour les ABC) alors même qu'il avait baissé sur l'année 2016.

Comme la tendance n'est pas claire pour le moment, le côté négatif est la France n'est pour le moment pas rentrée dans une séquence de baisse forte du chômage comme elle l'avait connu à la fin des années 1990 ou avant la crise financière et économique de 2008.

**A l'inverse, le nombre de chômeurs en catégories A, B et C augmente de 53 000 personnes sur 3 mois, malgré une baisse de 30 100 sur le dernier mois. Ces chiffres trempèrent ils le chiffre initial d'une baisse du chômage au mois de septembre, ou s'agit il d'un phénomène "logique" ? Alors que le chiffre relatif aux entrées en stage a baissé d'un tiers depuis septembre 2016, passant de 83 900 à 55 600, peut on dire que la baisse observée du chômage en cette rentrée est moins "artificielle" qu'elle ne l'a été l'année passée ?**

Comme indiqué précédemment, la hausse pour les ABC est de 144 700 personnes soit 2,5 % depuis le début de l'année, une mauvaise tendance. Le point intéressant et nouveau de la statistique de septembre tient à la concomitance d'une baisse des A, d'une baisse des B (moins de 78 heures d'activité) et d'une hausse des C (plus de 78 heures, donc des demandeurs d'emploi qui ont un niveau d'activité non négligeable) mais avec une basse globale des ABC. On constate également une baisse très forte de la catégorie D (personnes inscrites à Pôle emploi sans être tenues de rechercher un emploi, sans emploi).

Comme on constate parallèlement une baisse très forte des entrées en stage, on peut en inférer que les chiffres du chômage intègrent une forme de déstockage des personnes qui ne sont pas au chômage mais sont inclus dans les différents dispositifs de traitement politico-budgétaire du taux de chômage, traitement qui a atteint son paroxysme à la fin du quinquennat de François Hollande avec le plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation » et l'activisme sur les contrats aidés. De fait l'exécutif a choisi de réduire les feux sur les contrats aidés pour le présent et pour l'avenir et de remettre fortement en cause cette habitude française datant des années 1980 et des TUC (travaux d'utilité collective).

**Comment anticiper la suite concernant la courbe du chômage ? Alors que l'agence Markit indiquait, ce 24 octobre, que, concernant la France, « le taux de création de postes se redresse en outre à son plus haut niveau depuis près de 10 ans et demi », peut on anticiper de bonnes nouvelles pour les prochains mois ?**

On constatait avant les chiffres de septembre une contradiction entre les chiffres du chômage et un florilège de bons indicateurs, notamment la croissance 2017 (finalement attendue à 1,8 % par l'INSEE) et les déclarations d'embauche (+7,5 % sur un an en septembre pour l'Acoss).

De là de deux choses l'une : soit la concomitance d'un taux de chômage élevé du fait du caractère structurel du chômage français et de la baisse de la richesse ou emplois de la croissance. Cette option est un peu contredite au regard des statistiques de septembre et de l'hypothèse du déstockage des dispositifs publics évoqués plus haut.

Rappelons ici qu'Emmanuel Macron et l'exécutif ont fixé un objectif d'un taux de chômage à 7 % contre autour de 10% ces dernières années, un objectif rappelé par Muriel Pénicaud hier. Ce reflux de 30 % signifierait 1,1 million de DEFM A et 1,8 millions de DEFM ABC en moins, des chiffres considérables. On parle ici d'une séquence interrompue de 60 mois marquée par une baisse mensuelle moyenne de 20 000 chômeurs de catégorie A et de 30 000 de catégories ABC.

La France n'a pas connu une telle séquence depuis plus de dix ans (2005-2008) et on voit bien l'ampleur du challenge, qui ne peut en outre faire l'impasse sur l'environnement macroéconomique qui peut connaître de son côté des trous d'air. On prend donc ici la mesure de l'ampleur des réformes structurelles – pensons à la seule

question du chômage des seniors qui flambe depuis dix ans – qui attendent encore l'exécutif même après les ordonnances travail de septembre.

Il faudrait donc que septembre enclenche une très puissante séquence pour parvenir à un tel résultat, ce qu'on ne peut bien sûr que souhaiter à l'exécutif et au pays.